

**CAHIER DES CLAUSES  
ADMINISTRATIVES PARTICULIERES  
(CCAP)  
N° 241040**

**OBJET DU MARCHE**

**MARCHE PUBLIC DE FINANCEMENT PAR CREDIT-BAIL DE MATERIELS  
DE BLANCHISSERIE AU PROFIT DU CENTRE HOSPITALIER  
INTERCOMMUNAL DE CASTRES-MAZAMET**

La consultation est lancée par le CHIC CASTRES-MAZAMET sous forme d'un appel d'offres ouvert, en application des articles R2124-2, R2161-2 à R2161-5 du code de la commande publique.

**DATE LIMITE DE RECEPTION DES OFFRES :**

**lundi 24 février 2025 à 18h00**

## Table des matières

1. POUVOIR ADJUDICATEUR.....	3
2. CHAMP D'APPLICATION ET OBJET DU MARCHÉ .....	3
2.1. Champ d'application .....	3
2.2. Forme de la consultation.....	3
2.3. Forme du marché .....	3
2.4. Division en lots.....	3
2.5. Durée du marché .....	3
2.6. Parties contractantes .....	4
3. DOCUMENTS CONTRACTUELS .....	4
4. SOUS-TRAITANCE .....	4
4.1. Facturation électronique .....	5
5. AVANCE .....	6
6. PRIX DU MARCHÉ.....	6
6.1. Caractéristiques des prix pratiqués .....	6
6.2. Modalités de variations des prix.....	6
7. MODALITES DE REGLEMENT DES COMPTES.....	6
7.1. Règlement des comptes .....	6
7.2. Présentation des demandes de paiement.....	6
7.3. Adresse de facturation .....	7
7.4. Délai global de paiement .....	7
8. PENALITES.....	8
8.1. - Pénalités de retard .....	8
8.2. - Pénalités d'indisponibilité pour les prestations de maintenance .....	8
8.3. Pénalité pour travail dissimulé .....	8
9. ASSURANCE .....	8
10. RESILIATION DU MARCHÉ .....	9
11. NANTISSEMENT .....	9
12. REGLEMENT DES DIFFERENDS .....	9
13. DEROGATION AUX DOCUMENTS GENERAUX .....	9

## **1. POUVOIR ADJUDICATEUR**

Le représentant légal de la Personne Publique est le Directeur de l'Etablissement support du GHT, pouvoir adjudicateur du GHT Cœur d'Occitanie. La Personne Physique désignée pour le représenter dans l'exécution du marché est le Directeur Adjoint chargé de l'Achat, de la Logistique, des Infrastructures et du Biomédical (DALIB) au CHIC CASTRES-MAZAMET.

## **2. CHAMP D'APPLICATION ET OBJET DU MARCHÉ**

### **2.1. Champ d'application**

Le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) règle les conditions de passation et d'exécution du marché relatif au **financement par crédit-bail d'une sécheuse repasseuse, d'une plieuse polyvalente et de l'extension d'un trieur avec ajout d'un empileur et convoyeur pour la blanchisserie du Centre Hospitalier Intercommunal de CASTRES-MAZAMET (CHIC-CM).**

### **2.2. Forme de la consultation**

Le présent marché est un marché passé selon une procédure d'appel d'offres ouvert lancée en application des articles R2124-2, R2161-2 à R2161-5 du code de la commande publique.

### **2.3. Forme du marché**

Le marché sera exécuté sous la forme d'un accord cadre à bon de commande conformément à l'article R 2162-2 du code de la commande publique.

### **2.4. Division en lots**

Le marché est divisé en 3 lots :

Lot 1 : Financement d'une sécheuse repasseuse

Lot 2 : Financement de la plieuse polyvalente

Lot 3 : Financement de l'extension d'un trieur avec ajout d'un empileur et convoyeur

Les candidats ont la possibilité de répondre à un ou plusieurs lots

### **2.5. Durée du marché**

La durée du marché se confond avec le délai d'exécution indiqué à l'acte d'engagement et au présent C.C.A.P. soit 7 à 10 ans.

## 2.6. Parties contractantes

- Pouvoir Adjudicateur : le pouvoir adjudicateur du GJHT Cœur d'Occitanie,
- Etablissement bénéficiaire : Le Centre Hospitalier Intercommunal CASTRES-MAZAMET,
- Le Titulaire : Le titulaire du marché désigne la ou les personnes ayant qualité pour le représenter vis-à-vis du Pouvoir Adjudicateur et du CHIC CASTRES-MAZAMET.

## 3. DOCUMENTS CONTRACTUELS

Le marché est constitué par les documents contractuels énumérés ci-dessous dans l'ordre de priorité décroissante :

- L'Acte d'Engagement et ses annexes,
- Le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP),

La fiche de renseignement fournisseur,

La simulation de financement jointe datée et signée pour chaque proposition,

La proposition de financement détaillée et ses engagements,

- Le Cahier des Clauses Administratives Générales (CCAG) applicable aux marchés publics de fournitures courantes et de services (arrêté du 30 mars 2021),
- Les dispositions législatives et réglementaires en vigueur, les normes françaises homologuées et les recommandations techniques des sociétés savantes,
- Le mémoire technique.

Seul fait foi l'exemplaire des documents conservé par le Centre Hospitalier Intercommunal de CASTRES-MAZAMET.

**Les conditions générales de vente des fournisseurs ne sont pas opposables au pouvoir adjudicateur.**

En aucun cas, elles ne prévaudront sur les dispositions mentionnées au CCAP, ou CCAG FCS.

## 4. SOUS-TRAITANCE

Il sera fait application des articles L 2193-1 et suivants et des articles R2193-1 à R2193-22 du Code de la Commande Publique.

Le modèle de déclaration de sous-traitance DC4, annexé et disponible sur le site suivant ([https://www.economie.gouv.fr/files/files/directions\\_services/daj/marches\\_publics/formulaires/DC/imprimes\\_dc/D](https://www.economie.gouv.fr/files/files/directions_services/daj/marches_publics/formulaires/DC/imprimes_dc/D))

[C4 2023 Duree contrat sous traitance.docx](#) ), ou équivalent devra être signé par le sous-traitant et devra comporter un détail précis des prestations qui seront effectuées.

Pour être agréé le sous-traitant devra fournir les mêmes éléments, relatifs à la candidature et à l'offre, que ceux exigés de l'entreprise titulaire, mais uniquement pour la partie sous-traitée.

#### **4.1. Facturation électronique**

Conformément à l'article 4-I du décret n°2016-1478 relatif au développement de la facturation électronique, l'utilisation de la facture électronique est exclusive de tout autre mode de transmission. Le dépôt d'une facture électronique sur CHORUS PRO ne doit pas être doublé de l'envoi d'une facture papier.

Le dépôt, la transmission et la réception des factures électroniques doivent être effectués sur le portail de facturation Chorus (portail gratuit de facturation officiel de l'Etat « Chorus Pro » [https://portail.chorus-pro.gouv.fr/aife\\_csm](https://portail.chorus-pro.gouv.fr/aife_csm) ). L'utilisation du portail de facturation est exclusive de tout autre mode de transmission électronique. Les factures émises par ce biais ne peuvent être refusées par le Bénéficiaire.

Le dépôt, la transmission et la réception des factures électroniques sont effectués sur le portail de facturation selon des modalités techniques, fixées par arrêté, garantissant leur réception immédiate et intégrale et assurant la fiabilité de l'identification de l'émetteur, l'intégrité des données, la sécurité, la confidentialité et la traçabilité des échanges.

Si le mode de transmission se fait en dehors du portail, l'Etablissement doit rejeter la facture transmise en avertissant l'entreprise au préalable et l'invitant à utiliser « Chorus ».

La facture électronique doit comporter obligatoirement les mentions suivantes :

- la date d'émission de la facture,
- la désignation de l'émetteur (par un numéro d'identité) et du destinataire de la facture,
- le numéro et la date du marché public et des avenants éventuels,
- le code d'identification du service en charge du paiement,
- la date d'exécution des services,
- la dénomination précise des prestations réalisées,
- le prix unitaire hors taxes des prestations réalisés ou, lorsqu'il y a lieu, leur prix forfaitaire,
- le montant total hors taxes et le montant des taxes à payer, ainsi que la répartition de ces montants par taux de taxe, ou, le cas échéant, le bénéfice d'une exonération,
- le cas échéant, les modalités particulières de règlement,
- le cas échéant, les renseignements relatifs aux déductions ou versements complémentaires.

Pour réaliser les factures électroniques, il faut indiquer sur le portail « Chorus Pro » :

SIRET : 26810005400181

Code service : FSC

## **5. AVANCE**

Une avance sera accordée au titulaire du marché dans les conditions prévues aux articles R2191-3 à R2191-19 du code de la commande publique.

Conformément à l'article R2191-7 du code de la commande publique, le versement de l'avance est conditionné à la constitution d'une garantie à première demande portant sur la totalité de l'avance.

Le titulaire du marché peut refuser le versement de cette avance en l'indiquant sur l'acte d'engagement. (point B4 de l'acte d'engagement).

## **6. PRIX DU MARCHÉ**

### **6.1. Caractéristiques des prix pratiqués**

Les prestations faisant l'objet du marché seront réglées par un prix global forfaitaire selon les stipulations de l'acte d'engagement.

Les candidats présenteront une offre de base à taux fixe.

### **6.2. Modalités de variations des prix**

Les prix du marché sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois de février 2025 ; ce mois est appelé « mois zéro »

Les prix proposés seront fixes.

## **7. MODALITES DE REGLEMENT DES COMPTES**

### **7.1. Règlement des comptes**

Les sommes seront versées au titulaire dans les conditions suivantes :

- Paiement des loyers trimestriel,
- Terme à échoir,
- Paiement par virement bancaire.

Le versement des sommes dues au fournisseur du CHIC pour la fourniture des matériels aura lieu à compter de l'admission définitive des matériels installés par le fournisseur (date de notification du PV de réception définitive). A compter de cette date, le titulaire du présent marché établira des loyers trimestriels à terme à échoir jusqu'au terme du marché.

### **7.2. Présentation des demandes de paiement**

Les modalités de présentation de la demande de paiement seront établies selon les conditions prévues à l'article 11.4 du CCAG-FCS.

Le titulaire établira une facture en deux exemplaires pour chaque prestation effectuée, comportant outre les mentions légales :

- le nom ou la raison sociale du créancier ;
- le cas échéant, la référence d'inscription au répertoire du commerce ou des métiers ;
- le cas échéant, le numéro de SIREN ou de SIRET ;
- le numéro du compte bancaire ou postal ;
- le numéro du marché : 2016/01
- la désignation de l'organisme débiteur
- la décomposition des prix forfaitaires, lorsque l'indication de ces précisions est prévue par les documents particuliers du marché ou que, eu égard aux prescriptions du marché, les prestations ont été effectuées de manière incomplète ou non conforme;
- le montant du loyer, établi conformément aux stipulations du marché, hors TVA
- les montants et taux de TVA légalement applicables ou le cas échéant le bénéfice d'une exonération ;le montant total TTC du loyer
- la date de facturation

En cas de cotraitance : chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations;

Les autres dispositions relatives à la cotraitance s'appliquent selon l'article 12.1 du C.C.A.G.-F.C.S

En cas de sous-traitance :

Le sous-traitant adresse sa demande de paiement au titulaire du marché, sous pli recommandé avec accusé de réception, ou la dépose auprès du titulaire contre récépissé.

### **7.3. Adresse de facturation**

Centre Hospitalier InterCommunal CASTRES-MAZAMET  
6 avenue de la Montagne Noire BP 30417  
81108 CASTRES Cedex

### **7.4. Délai global de paiement**

Le délai global de règlement est fixé à 50 jours calendaires maximum à compter de la réception de la facture. Le cachet de la Direction des Services Economiques, voire un récépissé (accusé de réception) faisant foi.

Ce délai peut être suspendu par l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception indiquant les raisons – qui imputables au Titulaire – s'opposent au règlement. Ce règlement restera suspendu tant que la totalité des justifications demandées ne sera pas parvenue à la Direction des Services Economiques du CHIC-CM.

Le dépassement du délai de paiement est constitué dès lors que les sommes dues au créancier, qui a rempli ses obligations légales et contractuelles, ne sont pas versées par le pouvoir adjudicateur à l'échéance prévue au contrat ou à l'expiration du délai de paiement. Ce dépassement ouvre de plein droit et sans autre formalité, pour le titulaire du marché, le bénéfice d'intérêts moratoires, à compter du jour suivant l'expiration de ce délai.

Le taux applicable pour le calcul des intérêts moratoires est égal au taux directeur de la Banque Centrale Européenne (BCE), majoré de huit points. Les prix seront calculés en application de la taxe à la valeur ajoutée en vigueur lors du règlement.

Le taux appliqué sera celui en vigueur au 1er jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir.

## **8. PENALITES**

### **8.1. - Pénalités de retard**

Sans objet.

### **8.2. - Pénalités d'indisponibilité pour les prestations de maintenance**

Il n'est pas prévu de pénalité pour indisponibilité.

### **8.3. Pénalité pour travail dissimulé**

Si le titulaire du marché ne s'acquitte pas des formalités prévues par le Code du travail en matière de travail dissimulé par dissimulation d'activité ou d'emploi salarié, le pouvoir adjudicateur applique une pénalité correspondant à 10 % du montant TTC du marché.

Le montant de cette pénalité ne pourra toutefois pas excéder le montant des amendes prévues à titre de sanction pénale par le Code du travail en matière de travail dissimulé.

## **9. ASSURANCE**

Le titulaire demeure responsable des dommages de toute nature occasionnés lors de l'exécution du marché et s'engage par conséquent à contracter les polices d'assurances nécessaires pour couvrir l'ensemble des risques résultant de son activité.

Le titulaire devra être en capacité de justifier qu'il est couvert par un contrat d'assurance au titre de la responsabilité civile découlant des articles 1382 à 1384 du Code civil.



## **10. RESILIATION DU MARCHÉ**

Le CHIC-CM a la faculté de résilier le présent marché dans les conditions de préavis et de droit du titulaire telles que prévues dans le chapitre 7 du CCAG-FCS.

Conformément à l'article 42 du CCAG-FCS, le marché peut être résilié par le CHIC-CM à tout moment, pour motif d'intérêt général, qu'il y ait ou non faute du titulaire. Cette résiliation est effectuée par lettre recommandée avec avis de réception postal.

Par dérogation à l'article 43 du CCAG-FCS, il ne sera versé aucune indemnité de résiliation à ce titre.

En cas de défaillance du titulaire dans l'exécution des prestations, le pouvoir adjudicateur pourra faire exécuter les prestations dues aux frais et risques du titulaire sans préjudice de l'exercice du droit de résiliation. Le cas échéant, les excédents de dépenses résultant de la passation d'un autre marché, après résiliation, sont prélevés sur les sommes qui peuvent être dues au titulaire, sans préjudice des droits à exercer contre lui en cas d'insuffisance. Les diminutions éventuelles de dépenses restent acquises à la personne publique.

## **11. NANTISSEMENT**

Les créances nées ou à naître concernant le présent marché peuvent être cédées ou nanties conformément aux articles R2191-45 à R2191-63 du code de la commande publique.

« L'exemplaire unique » destiné à être remis à l'établissement de crédit en cas de cession ou de nantissement de créance, est délivré au titulaire lors de la notification du marché.

## **12. REGLEMENT DES DIFFERENDS**

Toutes les difficultés auxquelles pourrait donner lieu l'exécution du marché seront jugées par le Tribunal Administratif de TOULOUSE.

Adresse : Greffe du Tribunal Administratif de Toulouse,  
68 rue Raymond IV, BP 7007,  
31068 TOULOUSE

Tél : 05 62 73 57 57 Fax : 05 62 73 57 40

mail : [greffe.ta-toulouse@juradm.fr](mailto:greffe.ta-toulouse@juradm.fr)

<http://www.telerecours.fr>

## **13. DEROGATION AUX DOCUMENTS GENERAUX**

L'article 10 du présent CCAP déroge à l'article 43 du CCAG FCS.